

La Brèche

LIGUE MARXISTE REVOLUTIONNAIRE

FEUILLE BIENNOISE No 4

5 novembre 1976

Lisez La Brèche,
dans le dernier numéro:

40 H.: la manoeuvre de l'USS

DUBIED: Les remous politiques de la grève
dans le canton de Neuchâtel
Avant le congrès de la FTMH

HORLOGERIE: pas de réajustement!

BIENNE: les élections et l'emploi

HONGRIE 56: un dossier spécial

Ed. resp. O. Pavillon
Imp. C.T.J.

ELECTIONS COMMUNALES

POUR LA DEFENSE DES INTERETS DES TRAVAILLEURS

Tous les 4 ans les partis bourgeois, à coup de promesses électorales, tentent de se donner un visage si possible attrayant. Pendant le reste du temps, leur politique se fait à l'écart de la population laborieuse, loin de ses intérêts et de ses préoccupations. Mais quel est le véritable bilan de la politique des PNR, FDP et autres bourgeois?

• Derrière le "développement économique équilibré" que mettent en avant ces partis, il y a le chômage, les licenciements et pour l'avenir de nouvelles charettes de licenciés à Bulova et Omega.

• Au Conseil de ville, ces partis ont renoncé à contrecœur (!) aux augmentations d'impôts et surtout des taxes des trolleybus, de l'eau, du gaz, et de l'électricité.

Ce n'est que partie remise, car, une fois les élections passées, ils seront d'accord pour dire: augmenter les impôts directs et indirects, c'est la seule solution pour remplir la caisse de la ville en vidant bien évidemment celle des travailleurs.

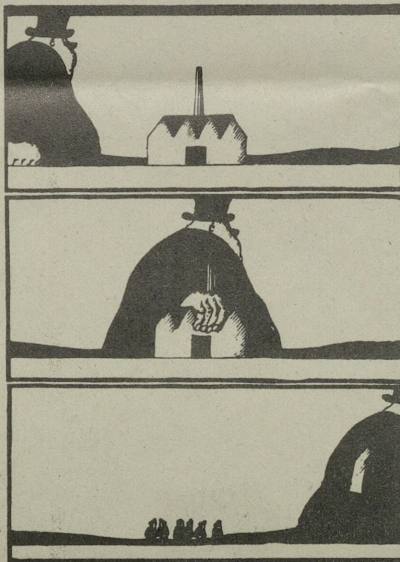
• Les autorités municipales manifestent avant les élections le souci d'informer le citoyen biennois sur l'aménagement de la ville. Dans une assemblée les habitants du quartier du Buttenberg demandent la réalisation d'un tunnel pour le passage de la N5. Le poids des entrepreneurs liés aux partis bourgeois pèsent lourd dans la décision finale, eux qui ont intérêt à bâtir la route couverte! On se garde bien cependant d'informer sur la liaison routière entre la N5 du bord du lac et le reste du réseau routier, liaison qui va probablement couper la ville du Strandboden.

L'Entente et le Parti socialiste proposent de gérer mieux la ville, tout en préférant élaborer des compromis avec les partis bourgeois, plutôt que de susciter un débat et un début de réponse active à la crise dans les rangs ouvriers.

L'Entente, en se limitant à agir au niveau du Conseil de ville, ne prépare pas une riposte efficace aux licenciements et au chômage. Des motions parlementaires n'ont pas pu empêcher la fermeture de la GM. En refusant de soutenir l'initiative pour l'assurance obligatoire, ou celle des 40 heures, l'Entente ne se place pas du côté de ceux qu'elle prétend représenter. A l'exécutif Kern essaie de ménager la chèvre et le chou ce qui l'amène à faire piocher les chômeurs dans la forêt plutôt que de leur assurer un recyclage et une nouvelle formation professionnelle.

VOTRE SOUTIEN NOUS EST INDISPENSABLE pour la campagne des 40 H, pour les élections communales. La presse nous boycotte ou déforme nos propos, POUR LA CONTRE-INFORMATION, envoyez votre soutien financier au CCP CCP 80-44457 (mention Bienne).

ABONNEZ-VOUS à LA BRECHE (1 an : 45 Fr).



Affiche électorale Pour le soutien financier à la campagne de la LMR, commandez-la à la c.p. 13, 2500 Bienne 4

REFUSONS LEUR POLITIQUE

Contre le chômage et les licenciements

- semaine de 40 heures, immédiatement, sans perte de salaire
- ateliers communaux

Non à l'augmentation des impôts

- pour un impôt national uniforme et fortement progressif

POUR CETTE POLITIQUE

Votez LMR / La Brèche

Le Parti Socialiste, en votant les augmentations d'impôts ces dernières années par exemple, ne cherche pas à se donner les moyens de réaliser une véritable politique d'opposition. La question clé aujourd'hui n'est pas de déléguer à un secrétaire syndical ou un député sa confiance par un bulletin de vote, mais de faire des propositions concrètes pour l'organisation des travailleurs sur leur lieu de travail et dans les syndicats. A cette tâche le PS ne se consacre que peu, pour plutôt mener une politique de compromis au niveau parlementaire.

Ceux d'en haut font de toute façon toujours ce qu'ils veulent" pensent beaucoup de gens. Avec raison, ils constatent que les décisions prises au parlement ou à l'exécutif ne changent pas grand chose à leur situation. Sur la question de l'emploi, du logement, des salaires, ce sont les patrons, les spéculateurs, les propriétaires immobiliers qui décident. Remettre en cause le pouvoir de ces gens-là implique un combat plus fondamental pour une société socialiste, sans exploitation ni oppression. En nous présentant à la mairie et au conseil communal, nous voulons que s'exprime dans ces élections une force qui s'oppose à la politique des partis bourgeois et du patronat. Voter LMR/La Brèche, c'est affirmer la nécessité de prendre en charge la défense de ses intérêts sur les lieux de travail pour contrer la politique d'une minorité qui décide de tout.

Face au chômage dans la région, nous proposons la mise en place d'ateliers de formation, par exemple dans ceux de l'ex-GM, pour les apprentis, de recyclage pour les chômeurs et de production, pris en charge par la ville et ceci afin d'éviter que les chômeurs ne soient utilisés pour faire pression sur les salaires et les cadences de ceux qui travaillent. L'application d'une telle mesure nécessite une discussion dans le mouvement syndical, dans les entreprises, parmi les travailleurs. L'introduction immédiate de la semaine de 40 heures pour tous sans réduction de salaire et sans augmentation de cadences permettrait aussi la création de plusieurs milliers d'emplois dans la région horlogère.

A la mairie, voter Kohler, c'est voter pour leur politique, car c'est un homme sûr et énergique au service du patronat

voter Fehr, ce n'est pas voter résolument contre leur politique

voter Dolivo, c'est voter contre leur politique, pour la solidarité ouvrière.

VOTEZ LMR/LA BRECHE

LISTE No 5

A LA MAIRIE J.M. DOLIVO



OUI LE 5 DECEMBRE

OMEGA, BULOVA

A NOUVEAU DES LICENCIEMENTS !

50 licenciements sont prévus à BULOVA, La direction d'OMEGA a déjà commencé à licencier et a annoncé que 150 de ses "collaborateurs" le seront vers la fin de l'année. En même temps, des ouvrières de la Jovial vont être déplacées à Omega... pour combien de temps ?

A la ROLEX, des restructurations au sommet ont entraîné le licenciement de cadres supérieurs, ce qui pourrait également signifier des restructurations au niveau de la production.

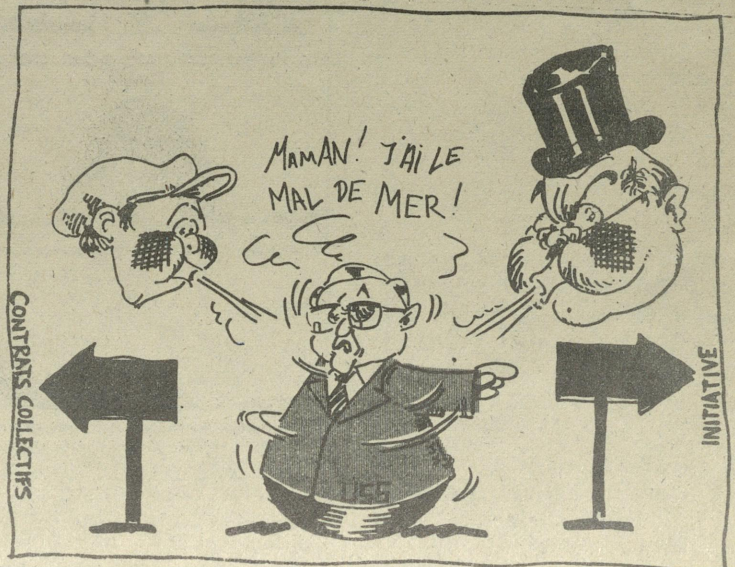
REPENDRE A CES LICENCIEMENTS PAR LA SEMAINE DE 40 H PERMETTRAIT DE SAUVEGARDER LES POSTES DE TRAVAIL : c'est une revendication qui unifie l'ensemble des travailleurs et travailleuses de l'horlogerie et de toute la région contre la politique du patronat horloger.

QUELLE VOIE POUR OBTENIR LES 40 H ?

Voter OUI le 5 décembre prochain est indispensable, mais les 40 H ne tomberont pas simplement des urnes par un beau dimanche. La réduction des heures de travail ne doit pas s'accompagner d'une augmentation de la productivité ni d'une diminution de salaire. Pour empêcher cela, seules peuvent être efficaces l'organisation des travailleurs en nouvelles et réelles commissions ouvrières et une activité syndicale qui ne dépende plus des allées de la paix du travail.

Le projet des 40 H avancé par l'USS ne peut être soutenu parce qu'il prévoit -comme d'ailleurs beaucoup de patrons le désirent - l'introduction des 40 H PROGRESSIVEMENT afin que la production n'en souffre pas. Une chose est certaine, Monsieur Canonica, si la production ne doit pas en souffrir, ce sont les rythmes de travail qui vont peser encore plus sur la santé des travailleurs. Ce n'est pas dans dix ans qu'il faut la semaine de 40 H, mais IMMEDIATEMENT. Pour les travailleurs de l'horlogerie, menacés de licenciements, la semaine de 40 H doit être au centre des priorités revendicatives dans le renouvellement de la Convention collective en 1977.

L'USS manoeuvre avec lenteur, pour ne pas faire peur. Elle vide les 40 H de leur contenu avec l'espoir de rendre cette diminution du temps de travail conciliable avec le maintien d'une "franche" collaboration entre les "partenaires sociaux". Quant au PSS, la décision de soutenir l'initiative est venue tard, sous la pression des sections plus combattives. Ce OUI doit se concrétiser par l'unité des travailleurs pour mener une campagne active avant et après la votation du 5 décembre.



france - espagne - italie les travailleurs luttent contre l'austérité

Pour essayer de sortir de la crise, les bourgeoisies européennes tentent d'imposer aux travailleurs un plan d'austérité, Mais la classe ouvrière riposte avec une grande combativité en Italie, en France et en Espagne.

En Italie, le plan Andriotti (blocage des salaires, augmentation des taxes des téléphones et de l'électricité...) est annoncé le 8 octobre. Dans les heures qui suivent, la révolte gronde dans les usines du Nord. Les syndicats annoncent une série de grèves jusqu'au 20 novembre. A Milan, 100 000 personnes descendent dans la rue. A Rome, le 22 octobre, les cheminots occupent la gare de Rimini, et le 22, c'est la grève générale dans les chemins de fer.

En France, en riposte au plan Barre qui veut aussi imposer le blocage des salaires, 6 millions de travailleurs sont en grève le 7 octobre. Les manifestations sont considérables: 1 demi-million de gens dans la rue à Paris. Le PS et le PC veulent attendre les législatives de 78 alors que la combativité des travailleurs s'oppose avec ampleur à un gouvernement minoritaire.

En Espagne, (1 an après la mort de Franco), où la combativité ouvrière est forte, la bourgeoisie tente également de faire payer aux travailleurs les frais de la crise. Mais après les nombreuses grèves régionales, une grève générale de tout l'Etat espagnol contre le gel des salaires, contre le chômage est appelée pour le 12 novembre. Cette grève peut représenter une importante première riposte d'ensemble de la classe ouvrière espagnole.

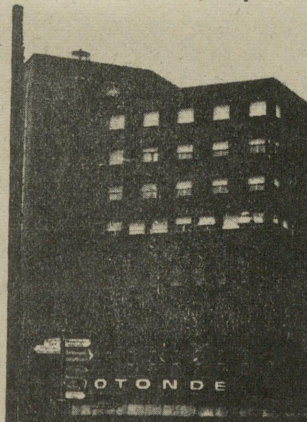
Ainsi ces luttes mettent en question dans ces différents pays d'Europe du Sud le pouvoir d'une bourgeoisie qui sacrifie les intérêts de la majorité des travailleurs à la sauvegarde de ses profits.

TRANSPORTS PUBLICS

La LMR a déposé une pétition de 1750 signatures, adressée au conseil municipal, contre la décision de ce dernier d'augmenter le prix des transports publics à Bienne de 12,5% dès le 1er janvier 77. Le développement de transports publics confortables, rapides et bon marché coûte beaucoup moins cher à la société que la pollution, le bruit et les risques d'accident amenés par le trafic automobile.

Nous proposons de prendre l'argent là où il est, par conséquent d'introduire un fort taux de progression des impôts et de dénoncer la fraude fiscale légale qui permet à des patrons, comme Brand ou Hauser, de bénéficier, dans des communes résidentielles aux alentours de Bienne, d'une quotité d'impôts plus faible.

pour la reouverture de la maison du peuple



- * les chômeurs l'ont construite dans les années 30,
- * les syndiqués ont largement participé à son financement,
- * le terrain appartient encore à la commune,

La MAISON DU PEUPLE était un lieu de réunion pour les syndicats, les locataires, les organisations politiques du mouvement ouvrier, les organisations de jeunes et culturelles. Elle doit le redevenir, c'est important pour tout le mouvement ouvrier.

DEMOCRATIE ET REPRESSION

assemblee-debat

au Restaurant PIC/La Clé
JEUDI 11 NOVEMBRE, à 20h

- Max SCHMID, auteur de "Demokratie von Fall zu Fall"
- Joerg STEINER, écrivain
- Une militante du MANIFESTE DEMOCRATIQUE de Zürich
- Ernst STAUFFER, député
- Jean-Michel DOLIVO, enseignant, militant de la LMR